

Les crédits

• (1830)

Je trouve plutôt intéressant qu'il puisse défendre la position en question. En fait, bien des gens reprochaient à son frère d'avoir ruiné l'Ontario.

Je remarque que dans sa motion, il est question de blâmer le gouvernement «d'avoir mal géré l'économie, provoquant ainsi un nombre record de faillites, réduisant 1,4 million de Canadiens au chômage et entraînant la désindustrialisation du Canada et plus particulièrement de l'Ontario».

Il est regrettable que le député n'ait pas été à Toronto le jour où j'ai écouté une certaine tribune téléphonique sur les ondes de la station de radio CFRB. C'est une des émissions ayant la plus forte cote d'écoute dans la région de Toronto. On posait alors les questions suivantes: D'où viennent les problèmes de l'économie? De quoi les entreprises et les consommateurs sont-ils inquiets?

Malgré tous ses efforts, l'animateur n'a pu, en l'espace d'une heure, arracher à ses auditeurs une seule critique contre le gouvernement fédéral. Par contre, il est certes parvenu, bien malgré lui, à amener les gens à critiquer le gouvernement de l'Ontario pour la façon dont il impose les petites entreprises. Les intéressés ont reproché particulièrement au gouvernement provincial son ingérence massive dans l'économie de l'Ontario au cours des cinq dernières années. Selon eux, c'était là, en gros, la source des problèmes qu'ils éprouvaient.

Il y a sûrement d'autres causes. Je suis conscient du fait que l'économie ontarienne fait face à l'heure actuelle à certains problèmes et je sais également que toute l'économie canadienne éprouve des difficultés. Cependant, on ne peut se contenter d'isoler tous les faits en question et d'affirmer que rien ne se passe ou qu'on ne prend aucune mesure pour remédier à la situation. Je voudrais vous parler de certaines de ces choses.

Je viens d'entendre deux députés plutôt éloquentes dire à quel point la situation est désespérée dans leurs régions respectives, en Ontario. Or, je représente moi aussi une circonscription de l'Ontario qui est peut-être le véritable reflet de la province. Mes collègues vivent dans un autre monde. Je sais que Windsor compte beaucoup sur le secteur automobile qui, selon mes collègues, serait dans une situation catastrophique. J'en suis conscient. Bien entendu, on retrouve juste à côté de ma circonscription la

merveilleuse ville d'Oshawa, bien connue pour son industrie automobile également.

J'ignore où vivent au juste mes collègues, mais dans ma circonscription, depuis deux ans, un très grand nombre de fabricants de pièces automobiles sont venus s'établir dans la ville de Whitby. Ils viennent peut-être des États-Unis ou du Japon, mais les deux discours que je viens d'entendre me portent à penser qu'ils viennent probablement de leurs circonscriptions. Ils ont pensé qu'ils seraient mieux représentés de l'autre côté de Toronto. C'est peut-être de là qu'ils viennent.

J'ignore d'où viennent vraiment ces gens, mais je n'hésite pas à déclarer que tout n'est pas fini dans l'industrie automobile, pas le moins du monde. C'est exact, il y a un ralentissement aujourd'hui, et la raison en est bien simple: quand on ne vend pas, on ne produit pas. Voilà tout le problème. Cela n'a rien à voir avec un accord de libre-échange ou avec les diverses théories qu'on entend à l'occasion. C'est le principe de l'économie selon lequel on cesse la production si le consommateur arrête de dépenser.

M. Wappel: Pourquoi arrête-t-il de dépenser, René? C'est la question à poser.

M. Soetens: Dans le cas présent, il nous faut continuer et diriger en dépit des difficultés à régler. Il faut rechercher une solution à long terme, et non à court terme, car nous avons déjà essayé une solution à court terme. Nous l'avons même appliquée avec rigueur en Ontario, au cours des cinq dernières années, pour constater qu'elle ne réglait rien. Pendant les cinq années précédentes, nous l'avions appliquée ici, à Ottawa, sous le gouvernement libéral, qui s'imaginait simplement qu'en dépensant, nous sortirions de ce mauvais pas. Les résultats se sont évidemment révélés nuls. En 1981-1982, nous avons connu la récession la plus longue depuis longtemps. Non, dépenser l'argent du gouvernement n'est pas une solution, parce que le gouvernement n'obtient son argent que d'une seule source, les contribuables canadiens. Il n'en a pas lui-même. Quand on le prend aux contribuables du Canada, ce sont eux qui s'y opposent et ce sont eux qui en sont privés.

Je voudrais poursuivre un peu plus loin là-dessus, parce que certains députés ont aussi mentionné l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis comme étant une partie du problème. Je remarque que l'un des deux députés qui en ont parlé vient d'une magnifique région agricole, et il l'a mentionné d'ailleurs. Il représente cette région qui est, je n'ai aucun doute là-dessus, l'une des régions les plus intéressantes pour l'agriculture